L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEBSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 19 DECEMBRE 1860.

G. P. WEBSE / E. DUVERGER / N. DUFOUR / S. HARRY — EDITEURS-PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans, MERCREDI MATIN, 19 DECEMBRE.

☞ Voir la seconde page, pour :

Le Feuilleton.
La Bulletin Commercial,
Le Marché aux Esclaves,
Le Mouvement du Port,
Le Rapport des Steamers et Bateaux.

Vente à l'encan de ce jour.

Par le Shériff, à 10 heures, en City Hotel, 23 balles coton.—A 10½, rue Royale, entre St-Pierre et Toulouse, la famille d'une personne décédée, vd 11 bureaux, table, Comp et Jalie, la famille d'une personne décédée, vd 1 cabl, en City Hotel, deux meubles et un char.

Par G. Lécuyer, Encan & Co, commissaires, marchandises sèches et habillements d'hiver.

Par M. Bernard, cafe, restaurant et St-Louis—Mobilier, batterie de cuisine et marchandises.

Par G. Lécuyer, Encan & Co, à 10 heures, à leur magasin d'encan, rue de Chartres, No 69—Balles, coton, linge et boutiques variés.

Par D. E. Murphy, à 11 heures, sur la Levée, en face de la rue Lafayette—Maison.

Par Bernard Turpin, à 10 heures, sur la Levée, en face de la rue Gravier—Whisky.—A 10 heures et demie, dans la rue Vieille Levée, No 38 : Vins, prunes, huile, liqueurs, gaufrettes, &c.

Notre feuilleton.— Nous commencerons demain la publication de l'*Homme des Bois* intéressante nouvelle, due à la plume d'un des feuilletonistes parisiens les plus aimés, M. Elie Berthet. La scène se passe dans l'île de Sumatra, et l'intérêt du roman en trouve naturellement quelques développements qui ont fasciné à l'auteur l'occasion de peindre les mœurs et les habitudes des orangs-outans.

Les Candidatures.

Nous avions espéré que l'esprit de parti serait exclu des élections de délégués à la Convention d'Etat et que les choix du peuple seraient dictés, non par les opinions préconçues des candidats, mais par les garanties de caractère, d'intelligence et de sagesse nécessaires chez des hommes appelés à délibérer une question sur la meilleur parti à prendre dans les périlleuses conjonctures où se trouve la Confédération des Etats-Unis. Pour nous, la réunion de délégués conventionnels avait pour objet une consultation entre les plus sages et les meilleurs patriotes de l'Etat, chargés de soumettre à la raison et au peuple un plan de conduite, qui devait décider du sort de la Louisiane. Nos prévisions seront déçues : il y aura deux partis en présence dans l'élection, il y aura deux listes de candidatures. A qui la faute ?

Il vient de paraître dans les journaux une adresse du comité exécutif de l'*Association des droits du Sud*, qui convoque les électeurs de la paroisse d'Orléans à une assemblée primaire pour le choix des Candidats, et nous y remarquons les résolutions suivantes :

Résolu : Que quand les dites résolutions se formeront (afin que personne'de ceux qui ne sont pas en faveur de la SÉPARATION ET DE L'ACTION ISOLÉE DES ETATS n'y prenne part), il est recommandé qu'une pause de la Constitution de cette association y soit exposée pour recevoir les signatures, et que personne ne puisse voter pour le choix des candidats avant d'avoir signé la dite Constitution.

Résolu : Qu'il est expressément recommandé aux dites réunions de ne désigner aucun candidat dont les opinions ne sont pas connues d'une façon claire et tranchée sur la position que la Louisiane doit prendre et maintenir dans cette grande lutte constitutionnelle pour les droits du Sud."

Ainsi le comité exécutif, dont il s'agit, pose nettement la question : il ne veut admettre au choix des candidats que ceux qui se prononcent d'hors et déjà pour la séparation immédiate et isolée de la Louisiane. Les candidats doivent être eux-mêmes faits d'avance par un engagement semblable ; et suivant un usage ancien et colonial pour éviter aux membres de ces assemblées primaires la peine d'avoir à faire des choix, on aura sans doute préparé à l'avance des bulletins tout imprimés qu'ils n'auront qu'à mettre dans l'urne. C'est une bien belle chose que la souveraineté du peuple, quand on a un comité exécutif pour épargner aux citoyens l'embarras de délibérer sur une question politique, d'où dépend leur fortune et leur avenir, et celui de choisir des mandataires chargés d'opérer en leur nom rien moins qu'une révolution.

Après tout on aurait tort de se plaindre. Mieux vaut une position nettement et franchement dessinée. On aura tous un moins ce que représentent les candidats de l'*Association des droits du Sud*. Ceux qui voteront pour eux auront qu'ils votent pour LA SÉPARATION IMMÉDIATE ET INCONDITIONNELLE de la Louisiane. Il est bien que ni le comité exécutif, ni ses organes, le *Delta* et le *Crescent* n'aient pris la peine d'exposer, quelles seront les conséquences de cette mesure, qu'il n'y a en aucune réunion publique dans laquelle les citoyens aient pu être éclairés par une discussion approfondie sur les avantages et les désavantages de cette politique. Mais peu importe ! Ceux qui aiment la séparation par amour de la séparation et qui veulent voir la Louisiane érigée en république souveraine et indépendante, sans souci de ce que deviendront les questions autres Etats du Sud, seront certains de ne pas être trompés en votant pour des candidats intitulés à un mandat impératif.

Cet entraînement aura eu un heureux résultat, celui de révéler l'esprit public, qui flottait irrésolu et sans consistance par l'état des chances désunionistes. Les résultats sont bons même principes et ont été fort habilement exposés par MM. Philippe et Gastinel et par Mme Perit. Ces deux dernières artistes, par le talent remarquable qu'ils ont déployé dans les rôles un peu difficile de *Rogomet* et de la *Reine*, ont prouvé une fois de plus à tous les vrais connaisseurs qu'heureusement la religion des œuvres qu'ils interprètent.

La première représentation de Mlle Adeline Patti a lieu ce soir, et l'on nous affirme que tout est déjà retenu pour cette représentation et pour la suivante, qui a lieu vendredi. Nous sommes persuadés de rendre compte du triomphe mérité de la jeune cantatrice, qui ne peut manquer d'avoir des plus brillantes.

Demain jeudi, on donnera le *chef-d'œuvre de Meyerbeer, Robert-le-Diable*, chanté par MM. Philippe, Gastinel et Mme Perrot et Comte prochain.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

nouvelles de Washington.

Washington, 18 décembre.— Le Sénat a confirmé la nomination de M. Black comme secrétaire d'Etat.

L'honorable Caleb Cushing a été appelé à Washington de la part du Président.

Le secrétaire Thompson n'est pas parti pour la Caroline du Nord, il exprime ainsi son opinion : "Je suis en faveur de la reprise des relations amicales entre le Nord et le Sud, quand les Etats libres donneront des garanties constitutionnelles satisfaisantes."

On a des craintes ici qu'il n'y ait précessairement une effusion de sang, si la Caroline du Sud donne la médiation du fort Moultrie.

Les délégations de la Pennsylvanie ont unanimement pris la faveur de toute mesure qui puisse garantir les droits constitutionnels de toutes les sections.

Meeting à Mobile.

Mobile, 18 déc.— Un meeting en faveur de la coopération des Etats a eu lieu hier soir, et a désigné comme candidat à la Convention d'Etat le docteur Semmes. Il aura lieu le 7 janvier à Montgomery. MM. Garland, Phillips, W. m. D. Deane, John J. Winston et R. H. Smith.

DERNIERES NOUVELLES D'EUROPE.

Arrivée de l'Etna à New-York.

Effet de la politique américaine en Angleterre.

GRANDE BAISSE SUR LES CEREALES.

New-York, 18 déc.— Le steamship Etna, avec des avis de Liverpool vii Queenstown jusqu'au 5 courant, est entré dans son dock aujourd'hui.

TRISTE ETAT DES AFFAIRES.

James Hewitt & Co rapportent qu'un grand malaise règne dans les cercles commerciaux par suite de la triste que laissera probablement nécessité une plus grande expédition d'or qu'on ne l'avait présumé, ce qui causerait des pertes dans les Etats-Unis et en Angleterre. En conséquence, les propositions américaines commencaient à être défavorablement accueillies.

Marché au coton de Liverpool.—La quantité de coton de la mer, samedi fut courant, était de 300,000 balles contre 320,000 à l'époque correspondante de l'année dernière.

Marché aux céréales de Liverpool.— Le même correspondant rapporte la farine lourde et en baisse de 6d.

Le blé est en baisse de 1d à 2d; le marché se maintient lourd. Le maïs usuel a éprouvé une baisse de 6d.

Commerce de Manchester—Le commerce à Manchester, pour les tissus et les fils, n'a généralement pas varié.

HAVANE.—Le steamer *Habana*, parti de la Havane le 15, est arrivé hier matin en ville. Il apporte $65,267 en or consignée comme suit :

W. H McLellan.....	$11,000
C. A. Seig.....	2,040
Avendaño Bros..	5,360
Drexel Burnham & Co.....	1,972
S. De Visser & Co.....	6,800
Prats, Pujol & Co.....	12,056
S. Plasmin.....	11,000
Prats, Pujol & Co.....	10,200
Castillo & Harrispe.....	8,500
J. B. Marmisse.....	1,700
P & J. Tardon.....	330
Benoist, Shaw & Co.....	3,760

Les affaires à la Havane subissaient l'influence de la crise qui règne aux Etats-Unis. Le marché monétaire était très embarrassé, et une réunion des principaux capitalistes a eu lieu au palais de ca; itaine général. La réunion en a été en désaccord qui maintenir la Banque Espagnole à émettre des coupons jusqu'à concurrence de quatre millions de piastres, portant interêt à 6 0/0, payable à 4, 5, 6 et 7 mois.

Il est arrivé sur le marché quelques petits lots de la nouvelle récolte de sucre ; mais il n'y a pas eu de vente. Il reste environ 45,000 caisses de l'ancienne récolte à la Havane et à Matanzas. On a fait des contrats pour des mélasses terrées nouvelles à 50 reals par keg. Le change sur la Nouvelle Orléans est coté à 5 à 10 0/0 de prime pour 5 et 8 jours de vue, et 3 à 5 0/0 pour 30 et 60 jours, sur Londres 14 à 15 à 60 jours ; les villes de l'est 4 à 7 0/0 pour 60 jours.

Les revenus du trésor pendant le mois d'octobre ont été de $1,417,333, ce qui est une diminution de 14 548 sur ceux d'octobre 1859.

Le capitaine général a fait baptiser en grande pompe une fille qui a été nommée Maria de la Concepcion Micaela Bonaventura Josefa, Severa. Le baptême a eu lieu en présence des plus magnifiques. Jeudi dernier, une course composée de cinq bâtiments espagnols et montée par plusieurs milliers d'hommes, est sortie du port pour faire des exercices. Elle doit rentrer au bout de quelques jours.

ARRIVAGE D'ESPECES.— Outre les $65,947 apportés par le *Habana*, il est arrivé hier par le *Star of the West*, venant de New-York via la Havane $ 287,500 consignés, savoir : $ 34,000 à S. de Visser & Cie, et $ 3,570 à J. Santos.

CHRONIQUE LOCALE.

Conseil de Ville.—Le Conseil des Aldermen s'est réuni hier sous la présidence de M. Nixon.

Le résolution autorisant la vente à entreprise de cet à 662 sous-lots, la vente en est donnée à l'ouverture de la ville au lieu de commencer. On a adopté la nomination d'un employé chargé de marquer la licence sur les voitures, drays, etc. Une résolution adoptée inscrit les commissaires de la ville pour le régime de paye pour la somme de $130 par mois, qu'ils règleront à la fin de chaque année. Une résolution adoptée ordonne au Voyer de nettoyer de nouveau et nivaliser les bancs du marché Poydras. Le Maire Nixon a présenté une résolution qui a été adoptée, fixant comme jours de réception le 25 décembre et le 2 et le 9 janvier en remplacement des mardis qui sont des jours fériés. L'alderman Wiltz a proposé de faire payer $ 1,000 dans toute la somme de $ 6146 46 pour avoir complété Recorder pendant la maladie de M. Long, du 21 septembre au 3 décembre. L'alderman Delabarre a présenté une résolution fixant les salaires du conseil de Recorder après le 1er janvier comme suit : Quatre greffiers à $ 1,200 et six assistants-greffiers à $ 975. Renvoyée devant le comité. Le comité de finances a favorablement accueilli l'ordonnance qui exploit aux propriétaires d'hôtels ou restaurants de jeter au large leurs ordures au lieu de les balayer dans le ruisseau. Une somme de $ 1,000 a été mise à la disposition du Recorder pour l'exécution de cette ordonnance. La résolution appropriant $ 30,000 pour l'embellissement du City Park a été renvoyée devant le comité de finances.

L'alderman Wiltz a proposé de nommer le Place Mouton. Renvoyée devant le comité des rues et de finances.

Le Conseil des Assistants-Aldermen présidé par M. Bakewell, l'ordonnance établissant le taux des licences et taxes pour 1861 a été adoptée et rapportée avec amendement par le comité de finances. M. Beahan, président du comité de police, a demandé à faire une rapport sur l'influence de la police, mais voyant que le Conseil n'était pas en faveur du projet, la retira sa demande. Le rapport hebdomadaire du trésorier de la ville montre une balance en caisse de $ 3,262. La proposition de M. Lozé pour les préparatifs de la célébration de 8 janvier a été référée au comité de finances.

Le comité de finances a alloué une somme de $ 12,000 aux commissaires de la ville pour secours publics. Le président Bakewell a nommé MM. Lozé, Payne, Gaudet et Faigueron pour faire partie du comité conjoint et veiller à la paye d'un travail à gas long de quinze milles et traversant la ville. Le Conseil s'est ensuite ajourné jusqu'au mercredi, 26 courant.

Première Cour. — L'affaire " l'Etat vs Jean Gros accusé de meurtre " le ministère public a présenté un motif *pressant*. — Les témoins étaient en nombre de trente à vingt-huit qui ont donné un témoignage important dans le procès. Les témoins entendus dans la rue St-Louis, entre Roman et Burbigny, ou Parmantier est connu. On croit que ce soi-disant Jean Gros est un nommé Jean Gros, qui a été condamné à Cour-Gros pour un emprisonnement de deux mois pour avoir été trouvé en possession de la propriété d'affaire était opposée de Gros. Mme Lecourre se souviennent peut-être des détails de ce malheureux. Le témoignage de Mme Turner ayant été vivait avec Gros, mais elle avait été qu'elle le quitta parce qu'il la maltraitait. Cette déposition avait produit un effet très grand sur l'esprit du jury et témoignages ; il paraîtrait, en effet, que Gros a battu deux heures de matin, d'arme d'un pistolet et tua un malheureux qui était assez profondément endormi. Ceux qui ont traversé la chambre quelques heures plus tard trouvèrent le malheureux mort dans son lit ; on avait donné à cela d'oh. Personne n'a été témoin de ce crime, mais tout indique que le coupable n'était autre que Jean Gros.

L'affaire " l'Etat vs John Price, accusé du meurtre de Denny Murphy ", a été remise au 15 janvier prochain. L'accusé a demandé, par l'intermédiaire de son conseil, M. Finch, à être mis en jugement. Il a déclaré qu'il était en mesure de prouver que Butler et d'autres personnes avaient fait des dépositions d'une fausse d'alambic Martin, qui habitent cette ville. Il paraît, dit-il pouvoir prouver le témoignage de Martin, la déposition de Williams ; cependant il ne peut rien dire de ce qui s'est passé. — Price prétend qu'il n'a pas commencé la lutte et qu'il a été forcé de se défendre immédiatement après la rixe, et qu'il a été arrêté malgré qu'elle a donné devant le recorder ; et finir, qu'il a été maltraité par le constable Murphy. L'avocat de District n'a pas trouvé lieu à les poursuivre.

Cour du recorder Bische. — Robert McGrath, accusé d'assaut et batterie, a été acquitté faute de preuves.

Catherine Alfred, qui accusait Henry Richard de vente de fait et se n'est pas présentée au cour pour le poursuivre, a été condamnée à cinq piastres d'amende.

John Lismann a été envoyé devant la Première Cour de district pour avoir volé $ 50 à Henry Bell.

Guillaume Mérédin que Samuel Arrowsmith accusait de Parole frappé, a été acquitté. Il n'y a pas eu de preuves contre lui.

Frédéric Lefèbvre, à c. l., est renvoyé d'avoir obtenu de Mlle Guitteau, modiste, pour dix-huit piastres d'ouvrage, à l'aide de fausse prétention.

Thomas Mahoney, colored, accusé d'assaut et batterie par Michael Ward, a été condamné à cinq de la piastre.

Thomas O'Rourke s'est plaint d'avoir été battu par D. H. Mahoney, en dédommagées du chemin de fer des Opelousas.

Josephine Schneider a déclaré avoir été insultée par Mme Marguerite Flanagan, Mme Florence Woods, Lizzie Williams et Mary Thomas.

John Collins, arrêté par l'officier Beaubien, comme coupé et dangereux, subira demain un interrogatoire.

Acquittement.— John Dwyer, qu'un officier nouvelle fit arrester, a été acquitté hier par le recorder Bische.

Il était accusé d'avoir tué un nommé Jos Taylor, homme d'équipage du bateau à vapeur Tuscarora. Taylor est mort à l'hôpital des suites de ses blessures.

Encombrement.—Un incendie a eu lieu hier matin à 11 heures, dans un magasin en bois, à deux étages, derrière le magasin de solitude de MM. Bell, Ellis & Co, rue du Canal No 39, entre Magazine et Camp. Le bâtiment contenait de la paille et d'autres objets qui ont été la proie des flammes. Le feu a été éteint par les hommes de City Hotel et n'est que d'une seule voiture d'opérateur. Le feu de la cuisine de l'hôtel venait d'être allumé, et on croit que c'est de là que l'incendie a pris naissance. Le magasin a complètement brûlé et aussi qui est un perte considérable. Le magasin de M. L. E. Soniat-Dufossat et Cie, qui est à côté, a souffert par le feu et l'eau. On n'est qu'après deux heures d'un travail acharné que les pompiers ont pu en rendre maîtres des flammes. Le City Hotel, le vaste magasin de quincaillerie de MM. E. H. Rosalie & Co, sont de MM. Bennett, Scott, Ellis & Co, ont donné un beaucoup de travail.

La perte de MM. Bell, Ellis & Co est d'environ deux mille piastres, elle est couverte par l'assurance. La perte de M. Soniat, d'après un calcul, est de trois à quatre mille dollars, elle est couverte par quatre différentes compagnies.—Les propriétaires de ces magasins ne pouvaient absolument de ce que leurs marchandises étaient aussi endommagées mais comme il était impossible d'arrêter tout contact avec la flamme dans un bâtiment de cette nature, ce que ces voyons, d'ailleurs, n'auraient pas manqué de faire quand ils ne s'occupent pas, n'était-il pas possible d'agir comme on a fait aux pompiers ? Tout est, et prévenir ainsi ce qui aurait pu être un désastre immédiat.

Magnétisme.—M. Beach a pratiqué hier la la vie du corps de Joseph Ferrandeau une maison de l'avenue Gauthier et Galliath. Verdict, intempérance. Ferry est né aux Etats-Unis et avait quarante-cinq ans.

Une autre enquête a été tenue sur le cadavre de Louis Chapelliel, dans une maison de la rue de Chartres, entre Ste Anne et Bienville. Verdict, maladie du cœur.—Chapelliel était âgéen et avait cinquante-cinq ans.

Le vol de la rue du Canal.—*Curieuse découverte.*—La vol commis chez Mme Turner vient enfin en quête tous les officiers de la police, on parvint à découvrir que vers les trois heures du matin, un nègre était fortement à l'entrée de l'allée qui donne rue St-Charles et que plusieurs hommes accompagné d'une femme mystérieusement connue étaient, maintenant dans la maison une partie en grand trot. Après d'assez laborieuses recherches le nègre fut retrouvé et sur les indications du cabman, le nègre fut arrêté. Il a été reconnu par la plus de vingt personnes, les officiers de police n'ont trouvé qu'une petite somme qui est vieille comme le monde : ce n'était ni plus ni moins qu'un propriétaire d'un magasin voisin qui était venu chercher le nouveau à son jeune modiste de Mme Turner, au Bon Jean de boutique qui avait cette vu en Scotia.

Suicide.—Un Maltais du nom d'Ascension Perez s'est suicidé, lundi soir, dans un café de la rue St-Philippe, entre Chartres et Levée.

Il prend qu'en sommeil et buvant avec des amis il avait été accusé d'être matelot, et qu'il s'en était allé couvroud. A sept heures et demie, il revint au café, tenta tout le monde à boire avec lui, prit tient un pistolet il s'écria "Adieu, mêssieurs !", et se fit sauter la cervelle.

Le corps fut transporté au poste du Deuxième District de M. Enoch a tenu hier l'enquête.—Perez avait trente ans.

Anniversaire.—Les Fils de Malte célèbre rent, le 24 de courant, l'anniversaire de la fondation de l'Ordre. Il y aura des cérémonies importantes sur le Fidèle Lodge-ici et un concert sera donné par les principales rues de la ville, après quoi les membres et les invités se rendront au banquet qui les attendra au restaurant des Etats-Unis.

LOUISIANE.—Nous lisons dans le *Meschacébé* :

Les planteurs qui ont attendu et n'ont pas craint la gelée, ont à se féliciter un peu plus de la récolte qu'ils ont faite. L'extraction des jus fédérales est confiée au Président, mais "sous pouvoir doit être employé seulement dans le cas prévue prescrite par la loi législatif, et il ne peut accomplir un objet légal par des moyens illégaux ou violer les lois lui même, pour empêcher qu'elles soient violées par d'autres."

Par exemple, le Président ne peut pas forcer aux termes et conditions dans lesquels la propriété des droits de douane est présentée. Toutes les fois qu'il y a un différend entre les parties de perception, d'une construction dans une autre, ou sur un navire à l'ancre *dans le port*. Hors du port, la juridiction devient illégale. Un acte passé en 1833, qui donne aux cours fédérales à quelque part ou lieu sûr dans l'arrondissement, a cessé d'être en vigueur, avec la session du Congrès qui a amendé la loi qui l'avait passé. Il n'y a donc pas lieu de l'invoquer, tant qu'un nouvel acte ne l'aura pas fait revivre.

L'Exécutif fédéral ne peut, il est vrai, à conserver en la possession des Etats-Unis, les édifices publics, forts, arsenaux, douanes qui sont leur propriété et sur lesquels il exerce une juridiction exclusive. Mais par quels moyens ? Par l'espace de ses fonctionnaires et employés. Et si ceux-ci ne le peuvent matériellement pas ! Ses employés sont les forces militaires de terre ou de mer—elle la constitution expresse de "les tenir dans une stricte subordination à l'autorité civile, puisqu'elles *ne peuvent agir absolument que pour lui ou sur ses ordre.*

Jusque là la difficulté n'est pas grande, mais ce qui la rend complètement insurmontable, c'est précisément le cas qui se présente pour la Caroline du Sud.

On sait que, depuis l'élection de M. Lincoln, tous les employés fédéraux de ces Etat ont donné leur démission, et n'ont pu être remplacés. Il n'y trouve à la douane que le collecteur, le marshalle, si shérif, et quelques clercs. Il en est de même, que comme n'existe plus ni tribunaux pour les causes fédérales judiciaires, ni fonctionnaires ministériels pour les exécuter, *l'emploi des troupes serait certainement déplacé et tout à fait illégal.*

Si Car,—insiste l'attorney général,—elles ont été envoyées pour venir en aide aux cours fédérales et aux marshalls, il faut qu'il y ait des tribunaux et des marshalls en activité dans l'exercice de ces fonctions ; et quand ces cours ne sont pas ouvertes, et que les marshalls ne peuvent être employés à aucun service civil, *ils sont ne peuvent être employés à aucun service civil, ils sont ne peuvent être* la force nécessaire dont dispose le gouvernement. En pareilles circonstances, envoyer une force militaire dans un Etat, avec ordre d'agir contre le peuple, serait simplement *lui faire la guerre.*"

En somme, le Président doit agir strictement sur le défensive, dans l'étendue des moyens qui sont mis à sa disposition, et comme ces moyens sont nuls, d'après l'attorney général, il ne peut donc séparation ou sécession d'un ou plusieurs Etats, sans qu'il ait à dire que l'Exécutif fédéral n'a rien à faire qu'à se tenir coi.

Quant au Congrès, c'est à lui de voir s'il a le droit constitutionnel de déclarer la guerre à un gouvernement Etat, et de lui faire sentir son autorité fédérale ; et de faire par le moyen de forces terrestres ou navales. Mais M. Black semble que ce n'est pas le cas. Il a été donné [illegible] Congrès, et il ajoute : "Il n'est pas [illegible] guerre ou pour pas être [illegible] d'un envoyé que toute [illegible] Etat, sinon [illegible] d'un envoyé que toute [illegible] de la nation, [illegible] Etat, [illegible] de la nation, [illegible] Etat, [illegible] de la nation, [illegible] Etat,